



Jean-François Sabouret (dir.)

L'Asie-monde Chroniques sur l'Asie et le Pacifique 2002-2011

CNRS Éditions

Mais que veulent les Tibétains ?

Anne-Marie Blondeau

DOI : 10.4000/books.editions-cnrs.11938
Éditeur : CNRS Éditions
Lieu d'édition : CNRS Éditions
Année d'édition : 2011
Date de mise en ligne : 20 août 2019
Collection : Science politique
ISBN électronique : 9782271122209



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

BLONDEAU, Anne-Marie. *Mais que veulent les Tibétains ?* In : *L'Asie-monde : Chroniques sur l'Asie et le Pacifique 2002-2011* [en ligne]. Paris : CNRS Éditions, 2011 (généré le 27 mars 2020). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/editions-cnrs/11938>>. ISBN : 9782271122209. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.editions-cnrs.11938>.

Mais que veulent les Tibétains ?

Anne-Marie BLONDEAU
École pratique des hautes études
Juin 2008

Depuis les manifestations de Lhassa en 1987-1989, connues grâce aux témoins occidentaux présents, l'intérêt médiatique était retombé et, pour les politiques, la question tibétaine rejoignait en annexe celle des droits de l'homme en Chine ; pour le grand public, elle était vue à travers les prises de position du Dalai-lama qui ne réclamait plus l'indépendance de son pays, mais « une large autonomie » à l'intérieur de la République populaire de Chine (RPC). Les événements de mars dernier ont brutalement rappelé au monde qu'un peuple souffrait et refusait de se soumettre à la loi du plus fort.

Alors que la répression militaire et policière chinoise continue à s'exercer impunément dans toutes les régions tibétaines, fermées aux étrangers (qui parle des dégâts et des victimes du récent tremblement de terre dans les zones tibétaines du Sichuan ?), on doit s'interroger sur les causes de ces révoltes et leurs possibles conséquences pour l'avenir des Tibétains.

Parler du Tibet soulève immédiatement les passions, pro ou anti-tibétaines, pro ou anti-bouddhistes. Chacun a son mot à dire et certains, par pure ignorance peut-être, ne font que relayer la propagande chinoise. Aussi paraît-il utile, avant d'en venir aux événements récents, d'examiner les arguments du gouvernement chinois pour dénier à la communauté internationale tout droit de regard sur le Tibet. Le premier d'entre eux est qu'il s'agit d'une affaire strictement intérieure, puisque le Tibet fait partie du territoire chinois depuis la dynastie Yuan, au XIII^e siècle. Tout historien sérieux sait qu'il n'en est rien et que la soumission réelle du Tibet à l'Empire des Yuan n'est que la suite, accidentelle pourrait-on dire, de sa soumission à l'Empire mongol de Kubilai, conquérant de la Chine et fondateur de la dynastie Yuan. Mais, à titre d'exemple, pas plus à cette époque que sous les dynasties suivantes – y compris celle des Qing qui a établi au XVIII^e siècle ce qu'on peut considérer comme un « protectorat » – les

cartes chinoises n'incluaient le Tibet dans le territoire chinois. Sans poursuivre, signalons seulement qu'à la révolution nationaliste chinoise de 1911, le treizième Dalai-lama proclama que, les liens personnels des dalai-lamas avec les empereurs de Chine étant caducs, le Tibet était indépendant et devait lutter pour conserver cette indépendance (qui fut effective jusqu'à l'invasion chinoise de 1950).

Une autre assertion du gouvernement chinois est que l'Armée populaire de libération a délivré le peuple tibétain du joug d'une société féodale et esclavagiste régie par le clergé et la noblesse, société que veut restaurer le Dalai-lama. Certes, comme pour bien d'autres pays encore à cette époque, un système de classes rigide faisait peser sur le peuple tout le poids des taxes et des corvées, et tenait une partie de la population – mais de manière variable selon les régions et les maîtres – soumise à une forme de servage. Incidemment, on peut se demander, si les Tibétains sont plus heureux sous la nouvelle société socialiste, pourquoi ils manifestent et pourquoi plus de deux mille d'entre eux fuient en exil chaque année, au risque d'être arrêtés, torturés ou même tués. Quant à la supposée volonté inavouée du Dalai-lama de restaurer la « théocratie », c'est totalement infondé si l'on considère le refus des Tibétains eux-mêmes de revenir à l'ancienne société et la démocratisation du gouvernement en exil que le Dalai-lama a imposée ; sans parler de ses déclarations, jugées cependant mensongères par certains.

Il est temps de revenir aux récentes manifestations. Elles ont surpris par leur ampleur et surtout par leur extension hors de la Région autonome du Tibet (RAT, Tibet central et occidental), dans les anciennes provinces orientales tibétaines du Kham et de l'Amdo, incorporées par le gouvernement chinois dans les provinces du Qinghai, Gansu, Sichuan, Yunnan : sur la centaine de protestations recensées à ce jour, la plupart ont eu lieu dans ces régions. Le gouvernement chinois a réagi, comme d'habitude, en dénonçant un complot du « séparatiste » Dalai-lama, soutenu par les organisations tibétaines en exil, dont le Tibetan Youth Congress, déclaré « organisation terroriste ». La seule preuve de ce complot avancée à ce jour est la quasi-simultanéité du déclenchement des soulèvements. C'est oublier que le 10 mars, jour de la première manifestation à Lhassa, est pour tous les Tibétains la date anniversaire du soulèvement de Lhassa en 1959 qui vit le départ en exil du Dalai-lama, anniversaire célébré partout dans le monde mais banni, tant en RAT que dans les autres zones tibé-

taines, par les autorités chinoises. C'est oublier aussi que, désormais, par l'Internet (même soumis à la censure) et les téléphones cellulaires, les Tibétains ont un accès à l'information qu'ils n'avaient pas auparavant. Il n'est pas besoin de complot pour imaginer que, informés du discours traditionnel à cette date du Dalaï-lama – inhabituellement virulent contre la politique chinoise au Tibet –, des manifestations que leurs compatriotes en exil projetaient à l'occasion du parcours de la flamme olympique, et des manifestations à Lhassa, ils aient laissé éclater leurs frustrations et leur désespoir dans des protestations qui se sont répandues comme une traînée de poudre.

La vraie question est « pourquoi ces manifestations ? » qui, d'évidence, marquent l'échec de la politique menée par la RPC depuis plus de cinquante ans au Tibet. Les médias occidentaux qui ont largement couvert les événements en ont rendu compte de manière réductrice en titrant : « les moines tibétains manifestent ». Il est vrai que la plupart des soulèvements se sont déroulés selon le schéma bien connu depuis les manifestations de 1987-89 : des religieux (moines ou nonnes) commencent une protestation pacifique ; ils sont arrêtés, battus et la foule se révolte et réclame leur libération. Mais en analysant les films et photos qui ont circulé sur Internet, on constate que les laïcs étaient les meneurs des actions les plus « musclées » et que, surtout dans l'Est, ils étaient parfois les seuls participants. Les mobiles qui les ont poussés à ces actions désespérées sont certainement divers ; on a avancé des raisons d'ordre économique, les Tibétains étant exclus de fait du développement de leur pays, soutenu à grands frais par le gouvernement chinois mais sans retombées sur la population. Il est certain que beaucoup de jeunes citadins, sans travail, rêvent de pouvoir accéder aux plaisirs de la modernité : moto ou voiture, téléphone cellulaire, vêtements à la mode... Désœuvrés, ils traînent dans les bars et les karaokés et il est probable que les « casseurs » de Lhassa qui se sont attaqués aux biens et aux personnes des commerçants chinois se sont recrutés parmi eux. Pourtant, à examiner les slogans sur les pancartes des manifestants, et les paroles des rares Tibétains qui ont pu s'exprimer auprès d'Occidentaux, leurs revendications étaient d'un autre ordre, affichant « liberté religieuse », « retour du Dalaï-lama », « liberté » ou « le Tibet aux Tibétains », « Frères chinois hors du Tibet ».

Que la liberté religieuse et le retour du Dalaï-lama viennent en tête des revendications peut paraître surprenant ; c'est méconnaître la na-

ture même de la culture tibétaine où le laïc et le sacré sont étroitement imbriqués (et cette méconnaissance est probablement la plus grave erreur de la politique chinoise). Depuis le lancement du « Plan de développement de l'Ouest » dans les années 2000, le contrôle déjà strict des monastères et de la pratique religieuse s'est amplifié (par exemple, ingérence de l'État dans la désignation des plus hautes instances religieuses, interdiction aux fonctionnaires tibétains d'avoir un autel chez eux, à eux et aux écoliers de participer aux activités et fêtes religieuses, interdiction de célébrer certaines fêtes, etc.). En même temps, la méfiance de Pékin envers les « séparatistes » tibétains a tourné à la paranoïa, déclenchant une recrudescence des attaques contre le Dalai-lama, étendant l'interdiction de détenir sa photo aux régions tibétaines en dehors de la RAT (les coupables sont arrêtés et encourrent des peines de prison d'au moins trois ans) et la multiplication des sessions obligatoires de rééducation politique, non seulement dans les monastères mais pour les laïcs et, depuis les événements de mars, pour les fonctionnaires tibétains ; sessions ou séances au cours desquelles chaque personne doit signer un papier condamnant le Dalai-lama et affirmant l'appartenance du Tibet à la « mère patrie ». Une conséquence inattendue de ce matraquage idéologique est peut-être d'avoir éveillé chez les Tibétains, qui se perçoivent si différents des Chinois, une conscience politique dont ils étaient dépourvus : on assiste à la formation d'une unité nationale, rassemblant autour de la figure emblématique du Dalai-lama les Tibétains du Centre et de l'Est, souvent antagonistes au cours de l'histoire. Le meilleur exemple qu'on en puisse donner est celui des manifestants dans l'Est tibétain, défilant avec le drapeau tibétain, déposant le drapeau chinois pour le remplacer par le drapeau tibétain, drapeau créé sous le règne du treizième dalai-lama au cours duquel les tendances séparatistes des provinces orientales avaient provoqué des conflits parfois violents avec le gouvernement de Lhassa.

Le plan de développement de l'Ouest chinois a aussi exacerbé les frustrations des Tibétains dans le domaine social et culturel. L'adoption d'un système économique libéral par la Chine a entraîné la disparition du système de santé gratuit pour les Tibétains ; désormais l'accès à l'hôpital est payant, de même que les médicaments, et souvent hors de portée de leurs ressources. De nouveaux frais de scolarité empêchent beaucoup de familles d'envoyer leurs enfants à l'école. Le souci d'efficacité économique a encore réduit la part de la

langue tibétaine dans le système éducatif – à partir du collège tout l’enseignement est en chinois, de même qu’à la seule université tibétaine, à Lhassa – et dans l’administration. La plupart des Tibétains ruraux ne parlent pas chinois et se sentent devenir des étrangers dans leurs propres villes. D’autant plus que celles-ci attirent les migrants chinois qui y prennent tous les emplois, y compris les petits métiers (vélo-taxis, tailleurs...) que pourraient occuper les Tibétains qui, dans l’ensemble, sont sans formation professionnelle. S’ajoute à cela la colère des villageois déplacés et expropriés (par exemple lors de la construction du chemin de fer de Lhassa), des populations pastorales et nomades, particulièrement nombreuses dans l’Est tibétain, dont les autorités chinoises ont autoritairement clôturé les pâtures, interdisant ainsi les circuits de nomadisation traditionnels, et qui sont vigoureusement incités à se sédentariser mais que l’on relogé dans des cahutes minuscules en béton, construites à la hâte dans les faubourgs des villes, où on ne leur propose aucun travail. Ainsi, des populations qui subvenaient à leurs besoins par l’agriculture et l’élevage, viennent grossir le sous-prolétariat urbain.

On pourrait continuer à dresser la liste des erreurs de la politique chinoise au Tibet, qui mettent en péril la survie même de la culture tibétaine. On ne fournira qu’un seul exemple : beaucoup des jeunes écrivains tibétains actuels, formés en Chine, ne savent pas écrire leur langue et écrivent en chinois. Les récents soulèvements conduiront-ils le gouvernement chinois à prêter l’oreille aux revendications tibétaines et à infléchir sa politique ? On peut en douter, au vu de la brutalité de la répression ; d’ailleurs, même « une large autonomie culturelle » comme la réclame le Dalai-lama semble impensable car elle ouvrirait la vanne des revendications des autres « minorités nationales », Ouïghours et Mongols en tête. Il faut tenir compte aussi du poids de l’opinion publique chinoise, unie dans un élan nationaliste impressionnant, qui n’a vu des manifestations tibétaines que les images, passées en boucle par la télévision officielle, de leurs compatriotes attaqués à Lhassa, et qui est choquée par « l’ingratitude » des Tibétains à qui, lui dit-on, la Chine a apporté liberté et progrès. Le droit des peuples à l’auto-détermination semble, hélas, bien loin d’être accordé aux Tibétains.